

## MÉDIAS

## ALAIN FOKA

## Empereur en son royaume

Ses prises de position politiques et ses affaires florissantes lui valent d'être sous le feu des critiques. Lui se présente comme un électron libre, défenseur de la souveraineté africaine. Rencontre avec l'un des animateurs vedettes de RFI.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

Quatre mois. C'est le temps qu'il a fallu patienter pour obtenir un rendez-vous avec Alain Foka. Un jour à Salvador de Bahia pour le tournage de son documentaire sur la communauté afro-brésilienne des Agoudas, un autre à Montréal pour une série sur la diaspora africaine, le suivant à Conakry pour la première interview post-coup d'État de Mamadi Doumbouya, avant un détour par le Cameroun, le Bénin, la RD Congo... Le journaliste est un homme occupé. Piles de livres et de vidéos disposées çà et là, posters géants, c'est dans un bureau sans prétention qu'il nous a reçu à Radio France Internationale, avenant, dans le calme d'un après-midi de week-end.

Rédacteur en chef, producteur de magazines, Alain Foka officie sur les ondes de RFI depuis trente et un ans. Connu sur le continent comme le loup blanc, ce troisième enfant d'une fratrie de sept, né d'un père officier de police (décédé peu avant son départ du Cameroun, en 1979) et d'une mère au foyer, tient les rênes de deux émissions-phares de la station : *Archives d'Afrique*, le rendez-vous de l'histoire contemporaine du continent, décliné en versions audio et vidéo, et *Le débat africain*, un espace d'échanges entre Africains sur les questions économiques, politiques, culturelles et sociales, où il accueille, depuis dix ans, tous les profils, de l'ouvrier au chef d'État, en passant par l'artisan et le banquier.

Jusqu'en novembre dernier, Foka poursuivait son bonhomme de chemin sans vagues ni remous. Puis il s'est laissé prendre dans le tourbillon d'une affaire trouble : une de ses interviews a semé la zizanie au sein de la station dont il est salarié, provoquant une guerre de tranchées entre ses partisans et ses détracteurs (*lire encadré p. 159*). « Une injustice », se défend calmement l'intéressé, qui estime avoir été jeté en pâture à certains médias. « Un boomerang », pour ceux qui l'accusent de s'affranchir inconsidérément des règles et qui déplorent « ses errements déontologiques », évoquant un mélange des genres.

#### « Tribunal populaire »

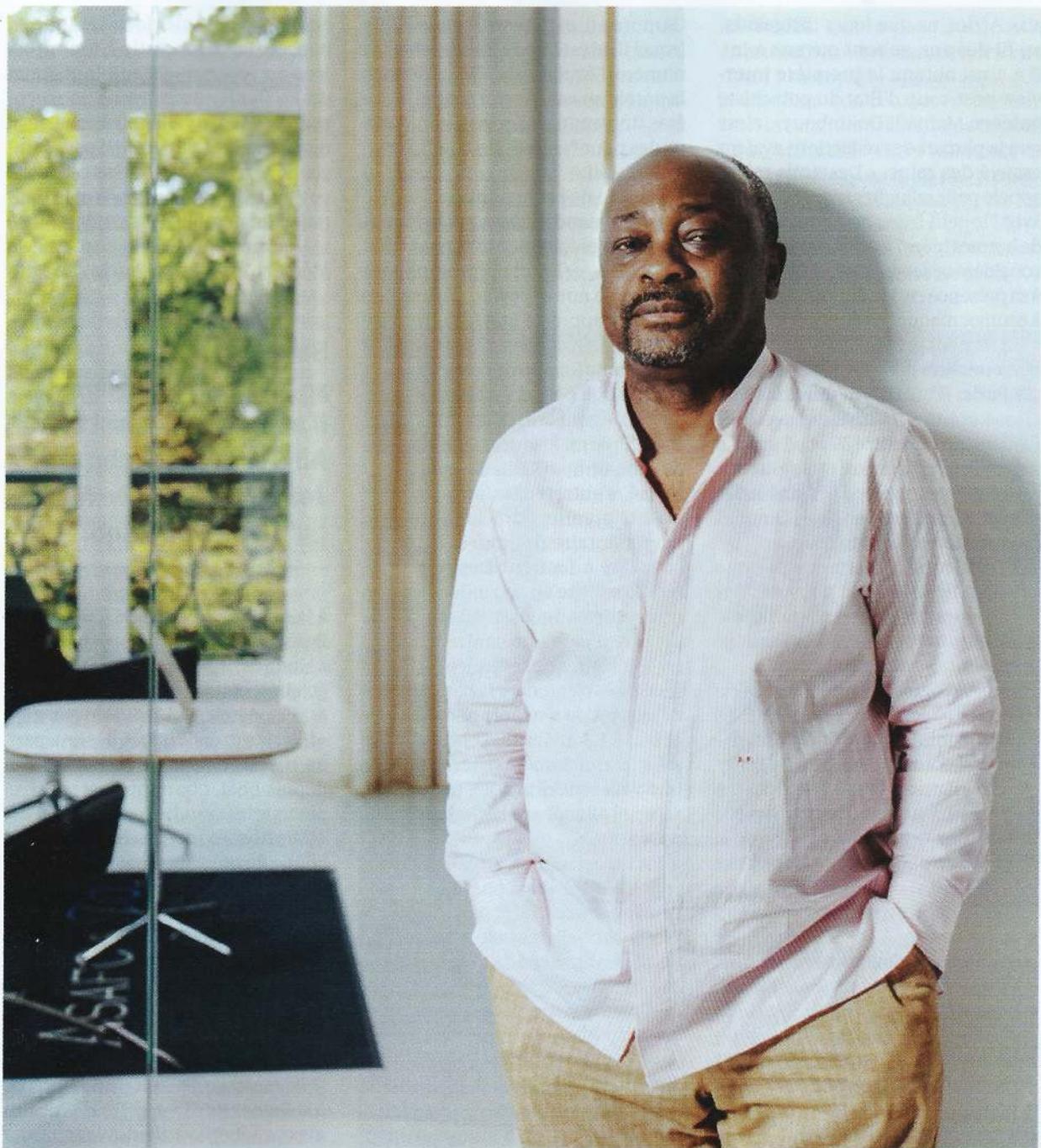
Plaidant pour la pluralité des approches et des points de vue, les soutiens de Foka crient au lynchage médiatique d'un grand professionnel dévoué à sa maison. « C'est donc contre lui, et en invoquant la démocratie, que les professeurs de déontologie ont convoqué un tribunal populaire tout en apprêtant déjà le bûcher ? » s'interroge le journaliste Vladimir Cagnolari, producteur de séries radiophoniques pour RFI. Celui qui coprésenta, avec Soro Solo, l'émission *L'Afrique enchantée*, sur France Inter, rappelle le rôle qu'a joué Foka dans la libération de plusieurs journalistes interpellés dans leur pays. Comme celle, en 2017, de son compatriote Ahmed Abba, correspondant de RFI en langue haoussa au Cameroun, arrêté au cours d'un reportage et placé

en détention pendant deux ans sans jugement. Ou encore celle du Nigérien Moussa Kaka.

Alors, ange ou démon, cet Alain Foka qui cristallise les passions ? S'il a donné l'impression, au cours de ces deux dernières années, d'avoir amorcé un virage, l'homme est resté constant. Son credo : donner la parole aux Africains sur des sujets qui les concernent. Il dit souhaiter rompre avec « cette fatalité qui veut que,

**« L'africanisation de la station n'allait pas de soi. Certains estimaient que les accents locaux étaient à proscrire sur les antennes françaises. »**

depuis la nuit des temps, l'histoire de la chasse soit racontée du seul point de vue du chasseur : une dictature de la pensée unique qui a installé chez les Africains des complexes profonds, lesquels les conduisent à ne se voir qu'à travers le regard de l'ancien maître ». Pour Foka, le moment est venu pour eux de récupérer la parole qui leur a été arrachée. Cette mission, le journaliste se l'est assignée dès son entrée à RFI en 1992, adoubé à la fois par Alex Taylor, alors responsable des magazines, et par Hervé Bourges, dirigeant de médias audiovisuels, qu'il

À Paris, le 1<sup>er</sup> août.

FRANÇOIS GRIVELET

a rencontré grâce à Manu Dibango – lequel lui avait offert, pour ses 7 ans, sa première guitare de gaucher.

Pendant quinze années, entre 1995 et 2010, *Médias d'Afrique* a permis de découvrir quotidiennement les éditoriaux africains sur l'actualité internationale. « C'est par cette voie que la plupart des correspondants de RFI sur le continent sont arrivés dans la maison, de Peter Sassou Dogbé

à Polycarpe Essomba, en passant par Raïssa Gbédji. J'ai bénéficié, à l'époque, du soutien de la rédaction, qui avait envie d'africaniser son réseau de correspondants. Évidemment, cela ne s'est pas fait sans résistance. Certains estimaient que les accents africains étaient à proscrire sur les antennes françaises, d'autant que les journalistes en question prenaient le contre-pied de thèses communément

admises. Ainsi, le 11-Septembre n'était pas perçu de la même manière en Occident que sur le continent. »

Lorsqu'il prend les rênes du *Débat africain*, en 2011, à la suite de Madeleine Mukamabano puis de Jean-Baptiste Placca, Foka élargit le cercle des participants : plus question de tenir salon avec les mêmes protagonistes. C'est probablement parce qu'il a contribué à donner la parole

aux Africains que leurs dirigeants, au fil des ans, se sont ouverts à lui. Il a ainsi obtenu la première interview post-coup d'État du putschiste guinéen Mamadi Doumbouya, alors que la plupart des rédactions avaient essuyé des refus. « Des amis m'ont appelé pour m'inciter à venir discuter avec "le petit frère, parce qu'il a plein de bonnes idées" », explique Foka, qui considère ce scoop comme une prime à sa présence en continu sur le terrain, à écumer maquis, casernes et prisons. « On ne peut prétendre connaître les personnalités du continent sans quitter Paris. D'autant qu'une nouvelle classe politique s'installe, avec des leaders qui ont entre 39 et 45 ans. Le journaliste africaniste qui s'entête à ne fréquenter que les 65-70 ans ou les ministres de l'ère Senghor, Diouf et Houphouët est hors du coup. »

« D'ailleurs, je n'attends pas que ces hommes soient au pouvoir pour les fréquenter : normal qu'ils me parlent, une fois qu'ils deviennent présidents », poursuit Foka, qui a connu le Togolais Faure Essozimna Gnassingbé lorsque ce dernier était étudiant puis membre du Parlement. Il a aussi côtoyé l'homme d'affaires béninois Patrice Talon, et a été proche du Bissau-Guinéen Umaro Sissoco Embaló avant leur accession à la magistrature suprême. « On ne peut pas être l'ami d'un président de la République. Tous n'ont que des intérêts à défendre », résume-t-il. Il est néanmoins à jamais lié à l'ex-Premier ministre nigérien Hama Amadou, qui, avec le colonel-major Djibrilla Hima Hamidou, dit Pelé, l'accompagnait le jour où il a demandé la main de sa future épouse, nigérienne.

### Numéro d'équilibriste

La règle de Foka pour entretenir ses sources potentielles ? Ne pas se mettre de barrières. Il a rencontré aussi bien Ali Bongo Ondimba que Jean Ping, dîné avec Succès Masra après s'être entretenu dans la journée avec Idriss Déby Itno [décédé en avril 2021]. Si son frère, le médecin Jules Hilaire Foka, est membre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) et président de la région Ouest (« il a ses convictions politiques, moi, les miennes, que je ne tiens pas à afficher »), le

Cameroun est le seul pays dans lequel il lui est impossible de tenter ce numéro d'équilibriste. « Vous donnez la parole au camp présidentiel, vous êtes un vendu ; à l'opposition, vous roulez pour "votre frère bamiléké" », soupire-t-il.

Mais on ne peut pas plaire à tout le monde. Quand il avait souhaité interviewer le président Mohamed Ould Abdelaziz, celui-ci lui avait opposé une fin de non-recevoir. Il n'avait en effet pas apprécié que le journaliste déclare ne pas vouloir se rendre en Mauritanie à cause de l'esclavage...

Il fut une période où Foka s'interdisait de rencontrer certains chefs d'État, parmi lesquels Paul Kagame ou Mouammar Kadhafi. Puis il s'est ravisé, s'entretenant au téléphone avec le premier dans le cadre d'un documentaire d'*Archives d'Afrique* consacré à Laurent-Désiré Kabila, rendant visite au second à Syrte, au milieu des années 1990, en pleine période d'embargo contre la Libye : « C'est absurde de se dire journaliste et de refuser d'entendre la part de vérité de chacun. Je rencontre tous [les dirigeants]. La majorité d'entre eux me sollicite simplement parce que je suis une voix africaine libre, ni complaisante ni alignée sur le choix éditorial des autres. »

En un peu plus de trois décennies, le journaliste s'est constitué un carnet d'adresses à faire pâlir d'envie la profession. « J'ai passé ces trente-cinq dernières années à faire comprendre à l'Africain qu'il arrête de s'imaginer que, pour être crédible, il ne faut parler qu'au Blanc. De mon côté, j'ai travaillé à construire ma crédibilité. Il faut croire que ça marche. » Il en veut pour preuve les coups de fil réguliers qu'il reçoit de présidents ou d'opposants, prêts à dire leur part de vérité lorsqu'ils estiment que RFI a failli. « Ils me voient comme celui qui peut porter la parole de l'Afrique, pas la leur », se satisfait-il.

Depuis quelques années, le baroudeur semble pourtant à l'étroit à RFI. « Parce qu'à 58 ans » il a « le droit d'avoir un point de vue et de le faire connaître », ce que ses émissions ne lui permettent pas s'il reste cantonné à un rôle de modérateur. Au fil des chroniques sur sa chaîne YouTube, créée il y a bientôt deux

ans, Foka déroule donc le fil de sa pensée. La démocratie à tout prix ? Il en est revenu : « Depuis le sommet de La Baule, nous avons consacré trente-deux ans à la recherche de la démocratie, et pas un seul pays francophone n'a évolué positivement dans ce domaine. » L'alternance et la limitation du nombre des mandats ? Il ne les réclame plus à cor et à cri. Angela Merkel n'est-elle pas restée seize ans

**Sa règle : ne pas se mettre de barrières. Il a rencontré aussi bien Ali Bongo Ondimba que Jean Ping, Succès Masra qu'Idriss Déby Itno.**

à la tête de l'Allemagne, autant que Benjamin Netanyahu en Israël ? « Nous avons besoin de dirigeants éclairés, et notre religion doit être le développement. » L'usure du pouvoir ? « Elle ne s'installe que si, dès le départ, on n'a pas de projet. Kagame est là depuis 1994, pourtant il est courtisé par tous les grands de ce monde. »

Ses documentaires et chroniques coups de poing tentent de répondre aux questions souvent polémiques qui sont dans l'air du temps. Pourquoi la France et la Russie déploient-elles autant d'énergie pour nous conquérir ? Le peuvent-elles, d'ailleurs, face à une jeunesse africaine décomplexée qui ne supporte plus l'idée d'avoir un maître ?

Le message de Foka – « Ce n'est pas à la France de dire aux États africains avec quels pays ils doivent nouer des partenariats » – n'épargne personne. Dans l'une de ses chroniques, « Comment en finir avec la guerre dans l'est de la RDC », il s'en est pris au Rwanda, qu'il accuse de se livrer à une surenchère mémorielle pour se prémunir de toutes représailles pendant qu'il déstabilise l'est du Congo. Qu'importent les critiques d'un Jean-Pierre Karegeye, professeur affilié au département de philosophie du Dickinson College (États-Unis) et directeur des études pluridisciplinaires sur le génocide, qui juge sa

chronique pleine de contradictions et lui reproche de « s'approprier la métaphore obsédante selon laquelle le Rwanda serait à l'origine de tous les maux du Congo » : Foka maintient le cap. À ceux qui affirment qu'avec sa méthode la frontière entre une nécessaire œuvre de pédagogie et un simple défouloir est très ténue, il oppose l'exigence de rupture avec le diktat de la pensée unique. Quitte à alimenter les critiques de l'opposition guinéenne quand, à l'occasion d'une toute récente chronique, il rend un hommage appuyé au travail « remarquable » du colonel Doumbouya dans le secteur minier guinéen.

### French bashing

Pour Foka en effet, les journalistes africains ne peuvent être des journalistes comme les autres. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont les ambassadeurs d'une certaine pensée. Se contenter de relayer celle des autres, au demeurant largement répandue, c'est renoncer à s'octroyer une place. Comment, alors, trouver le juste équilibre entre la ligne éditoriale de la chaîne française et les positions propres du journaliste, lesquelles, selon ses détracteurs, l'égarant parfois ?

« Paradoxalement, ce ne sont pas les patrons de la station qui me font ce procès, mais mes collègues, rétorque Foka, qui admet n'écouter que ses envies. Beaucoup ont refait la conférence de Berlin à leur manière au sein des rédactions, se répartissant les pays alors qu'ils ne disposent pas toujours des clés pour en appréhender les réalités. Je passe entre 75 % et 80 % de mon temps en Afrique ; je n'ai pas de vie de famille. Difficile, pour certains, de m'affronter argument contre argument, document contre document... » L'homme se dit prêt à reconnaître ses erreurs s'il devait y en avoir. À condition qu'on ne l'étouffe pas : « Peut-on prétendre être dans un pays de liberté et priver les journalistes de leur droit à la parole ? »

Français vivant dans les beaux quartiers du Sud-Ouest parisien, le journaliste se défend néanmoins d'alimenter un quelconque sentiment antifrançais, même si ses vidéos sont largement partagées par les adeptes du *French bashing*, à l'appui de leurs propres thèses. Sa bataille, soutient-il,

est dirigée contre les autorités françaises, et non contre les Français ou contre la France. Il dénonce notamment les contrats léonins qui perdurent, et le mépris affiché à l'égard des Maliens, à qui l'on dénie le droit de décider eux-mêmes de leur avenir.

Alain Foka admet avoir du respect pour les militants, parce qu'ils font bouger les lignes, et s'interdit de porter un jugement de valeur sur leurs

méthodes. Lui se pose avant tout en journaliste et réclame le droit de n'être ni associé ni opposé à qui que ce soit dans son combat contre une certaine manière de faire de la politique, instaurée entre la France et l'Afrique. « Je n'aimerais pas participer à un remake de la bataille pour les droits civiques, aux États-Unis, où on tentait d'opposer les uns aux autres », résume-t-il. S'il affirme recevoir →



Alain Foka (2<sup>e</sup> à g.) avec, de g. à dr., Idriss Déby Itno, Félix Tshisekedi et Mahamadou Issoufou.

### ZIZANIE À RFI

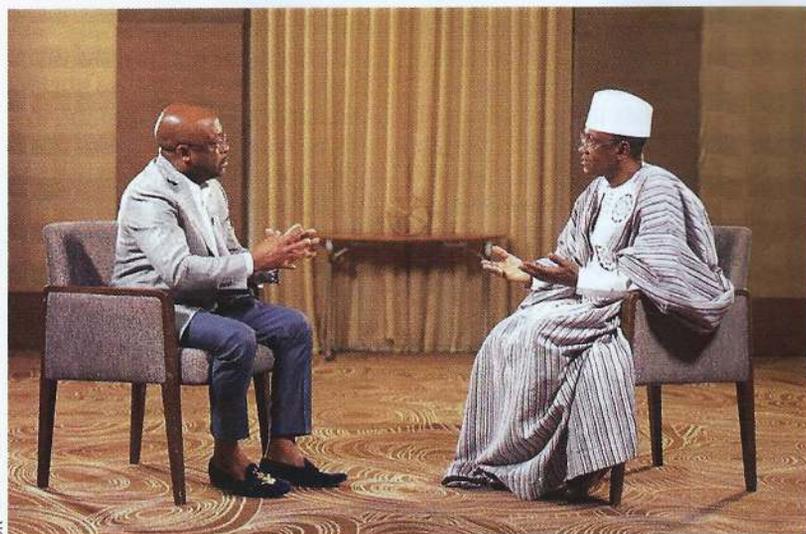
Tout commence avec la publication d'une série d'enquêtes sur des détournements de fonds en RD Congo (« Congo Hold-up »), réalisée par un consortium de médias internationaux, dont RFI, représentée par la journaliste Sonia Rolley.

« Invité Afrique de RFI », Jules Alingete, patron de l'Inspection générale des finances de la RD Congo, salue le travail des enquêteurs, avant de revenir sur ses propos lorsqu'il est interrogé,

une seconde fois, à Kinshasa, cette fois par Alain Foka, qui jure n'avoir pas eu connaissance du premier entretien. Le journaliste propose l'interview à la chaîne, qui décline l'offre, estimant que les déclarations de l'interviewé mettent à mal le travail de Sonia Rolley au sein du consortium. Bien que son propre entretien ait été tourné dans un décor RFI-France 24, Foka diffuse l'échange sur sa propre chaîne YouTube.

Consternation de la Société des journalistes et de certains syndicats. S'ouvrent de longs mois de tension, jusqu'à l'annonce, contre toute attente, du renvoi de Sonia Rolley de RFI, le 11 août. Au grand dam de la CGT, qui « dénonce le comportement de la direction et de la direction de la rédaction de RFI envers [leur] consœur, licenciée sans égard pour avoir simplement fait son travail. »

C.J.-Y.



DR

Interviewant le Premier ministre malien, Choguel Maïga (à dr.), en février.

→ des coups de fil insidieux visant à l'inciter à arrêter ses chroniques, il refuse d'envisager une telle hypothèse : YouTube est son ring, et il ne raccrochera pas les gants de sitôt. « À mon âge, si j'avais peur d'être viré, c'est qu'il y aurait un problème », souffle-t-il.

Ce chanteur de makossa à ses heures perdues, que son correspondant avait « oublié » de venir chercher à l'aéroport à son arrivée en France, à l'âge de 17 ans, garde pourtant quelques fêlures. On le soupçonne de péché d'orgueil ? « Est-ce simplement parce que je demande que la qualité de mon travail soit reconnue ? » s'interroge-t-il.

Producteur de l'émission *Couleurs tropicales*, sur RFI, son ami Claudy Siar s'étrangle : « Nous avons toujours été perçus comme des électrons libres. Heureusement, pas par les directions successives de RFI, qui concèdent à chacun une certaine liberté d'expression. Alain Foka apporte à cette radio un regard que beaucoup d'Européens n'auraient pas. Il y a des choses à comprendre, des douleurs à expliquer. Son combat – qui est aussi le mien –, c'est d'amener les uns et les autres à invalider le récit communément servi sur nous. Des femmes et des hommes issus de peuples opprimés se révèlent brillants et proposent une autre lecture de l'Histoire. Parce qu'ils l'expriment, ils sont considérés comme clivants, notamment par ceux qui ne croient

qu'en la suprématie occidentale, alors qu'en réalité ils ne font qu'enrichir les savoirs. »

Sous le couvert de l'anonymat, l'un de ses confrères dit « craindre que, chez Alain, l'orgueil balaie le professionnalisme et le talent », et invite ses collègues africains à le protéger de lui-même. Autre insinuation blessante, sa supposée corruption : « Le grand fantasme autour des valises de billets qui me seraient remises après chaque reportage », commente-t-il. « Il fait fructifier les affaires familiales ; il faudrait le lui reprocher ? » s'indigne encore Claudy Siar. « Pourquoi voudrait-on voir les Noirs soit dans une cage d'escalier, soit dans une case ? Pourquoi roule-t-il dans une belle voiture et habite-t-il une jolie maison ? Parce qu'il a travaillé, c'est tout. »

### Riches propriétaires terriens

Avant d'être journaliste, Foka est issu d'une lignée de riches propriétaires terriens à la tête de plusieurs exploitations agricoles dans l'ouest, le sud-ouest et sur le littoral du Cameroun. Lesquelles emploient aujourd'hui quelque 1600 ouvriers et exportent leurs cultures vivrières dans la sous-région. Qu'importe, les détracteurs de Foka dépeignent l'intéressé comme un « affairiste cupide ». N'a-t-il pas créé, dans chacune des régions du continent, la société Phoenix Production (Idy, en France, pour la postproduction), grâce à laquelle il tourne ses documentaires et les

versions vidéo d'*Archives d'Afrique*, qui restent sa propriété exclusive ?

L'intéressé défend la liberté d'entreprendre, y compris pour les journalistes : « Aux États-Unis, nul ne s'offusque de les voir monter des business. » S'il s'essaie à l'immobilier au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Niger, sa grande aventure entrepreneuriale aura été La Villa Pergolèse, un restaurant au cœur du très chic 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où se pressaient des personnalités africaines, dont des chefs d'État. Si le Malien Ibrahim Boubacar Keïta et le Béninois Mathieu Kérékou compartaient parmi les habitués, la plupart préféreraient se faire livrer à l'hôtel.

Foka l'assure, l'idée d'ouvrir cet établissement est née d'une discussion avec les présidents Omar Bongo Ondimba (OBO) et Gnassingbé

**« Pourquoi roule-t-il dans une belle voiture et habite-t-il une jolie maison ? Parce qu'il a travaillé, c'est tout », commente Claudy Siar.**

Eyadéma, qui déplorait de ne pouvoir fréquenter de table gastronomique africaine digne de ce nom lors de leurs séjours dans l'Hexagone. « Malheureusement, OBO n'aura eu le temps de déguster qu'un seul repas, un ndolé – plantain frit et sole braisée –, livré à son hôtel particulier. »

L'aventure – « un vrai gouffre financier », sourit Foka – s'est achevée en mai 2015. « La restauration exige une grande disponibilité », se justifie-t-il. Mais il n'est pas peu fier d'avoir créé, avec son ami et associé Ludovic Michel Kamgué, fondateur des boutiques de prêt-à-porter Stradel's, non seulement « le plus beau restaurant africain de Paris », mais aussi un lieu de rencontres et de négociations, notamment entre adversaires politiques. « C'est en cela que je suis différent de mes collègues occidentaux. Tout en couvrant l'actualité, je n'hésite pas à jouer les médiateurs, dans l'intérêt du continent. » ●